Appel du Comité confédéral national aux syndicats de la CGT

Depuis la rentrée, quelque chose a changé dans le pays. Face à la vie chère, aux salaires qui ne permettent plus de vivre dignement, aux attaques contre les services publics et à l'avenir confisqué à la jeunesse, des millions de personnes ont décidé de ne plus subir. Une nouvelle fois, la lutte menée en France a une résonance internationale : nos slogans et chants militants sont repris dans les nombreux pays où jeunes, travailleurs, privé.es d'emploi et retraité.es se mobilisent pour les mêmes raisons que nous.

La séquence sociale actuelle marque un tournant. Nous n'attendrons pas les élections politiques pour arracher des réponses aux revendications ! La mobilisation contribue dans le même temps à ce que la campagne électorale soit centrée sur les questions sociales, et non sur les obsessions racistes du RN et celles antisociales du patronat.

La CGT joue un rôle déterminant dans cette dynamique. En prenant l'initiative dès le 29 septembre avec les agents de la Fonction publique et leur intersyndicale, en soutenant la mobilisation de la jeunesse, en faisant du 17 octobre un rendez-vous majeur sur les salaires et le pouvoir d'achat, puis en organisant les mobilisations successives, nous avons contribué à faire converger les colères et à construire un mouvement d'ampleur. Le 5 novembre, dans l'unité, 1,6 million de personnes dans la rue ont répondu à celles et ceux qui annonçaient l'essoufflement. Au total, nous sommes plus de 5 millions à nous être mobilisés depuis le 29 septembre. Et ce sont plus de 45 000 nouvelles et nouveaux syndiqué·es qui ont rejoint nos rangs cette année.

Cette séquence confirme une chose : rien n'est joué d'avance. Nous avons démontré que lorsque la jeunesse et le monde du travail relèvent la tête, le pouvoir doit compter avec nous. Le gouvernement a été contraint à de premières mesures, certes très insuffisantes, en augmentant beaucoup trop peu le Smic et en annonçant l'ouverture de négociations salariales dans l'ensemble des branches. Nous ne nous arrêterons pas là ! Notre responsabilité est de transformer cette dynamique en conquêtes sociales. Notre objectif est clair : maintenir la pression, élargir le rapport de force et arracher des avancées à la hauteur des besoins.

Alors que gouvernement et patronat utilisent tous les leviers de répression contre les jeunes, contre les manifestant.es, contre nos militant.es, la poursuite de la lutte est la voie la plus efficace pour contrer leurs projets antisociaux et liberticides.

Les 25 et 28 novembre, nous devons faire de la mobilisation féministe un nouveau temps fort du processus. Nous serons dans la rue contre toutes les violences faites aux femmes, y compris celles économiques : bas salaires, précarité, temps partiels imposés, inégalités salariales et pensions diminuées. L'indépendance économique est une condition de l'émancipation. **L'égalité ne se décrète pas : elle se conquiert par les salaires et les droits.**

Le 1er décembre, la CGT appelle salarié·es du public et du privé à la grève pour exiger des augmentations de salaires. Nous devons faire de cette journée une nouvelle étape du rapport de force, en faisant converger toutes les initiatives sur cette date. L'objectif est de mettre les négociations sous pression pour arracher l'augmentation de l'ensemble des salaires. Pour la troisième fois en moins de deux mois, toutes

les organisations syndicales de la Fonction publique appellent à la mobilisation et à la grève le 1er décembre pour dénoncer le gel du point d'indice. Nous devons multiplier les formes d'action, investir les lieux de travail et peser de tout notre poids sur l'économie.

Celles et ceux qui font tourner le pays ont aussi le pouvoir de l'arrêter !

Le 1er décembre doit nous permettre de lancer un mois d'action pour les salaires. Partout, dans toutes les entreprises, exigeons l'ouverture immédiate de NAO. Le SMIC a augmenté de 5,3% en 2026, il doit en être de même pour l'ensemble des salaires ! Pas de primes aléatoires, pas de promesses : des augmentations générales et pérennes ! Les profits ne peuvent continuer à progresser quand celles et ceux qui produisent les richesses voient leur pouvoir d'achat reculer.

Nous devons faire de cette dynamique une force dans le cadre des élections professionnelles. Celles dans la Fonction publique sont une échéance majeure. Chaque voix pour la CGT sera une voix pour renforcer le syndicalisme de lutte et la capacité des agent·es à gagner sur leurs revendications, au premier chef l'augmentation de la valeur du point d'indice.

La bataille pour l'industrie, outil indispensable de réponse aux besoins sociaux et de transition environnementale, se poursuivra le 10 décembre avec l'examen par le Sénat de la proposition de loi de nationalisation d'Arcelor Mittal, déjà adoptée par l'Assemblée nationale.

Ces batailles sont indissociables de celle du budget. Il doit répondre aux besoins de la population et aux exigences exprimées dans la rue. Nous refusons de continuer de payer la facture des politiques d'austérité !

Nous portons donc trois exigences :

- **Au gouvernement :** qu'il reçoive sans attendre les organisations de jeunes, de fonctionnaires, de salarié·es et retraité.es, et réponde immédiatement aux revendications. Il ne peut pas continuer à gouverner comme si des millions de personnes ne s'étaient pas mobilisées.
- **Au patronat :** qu'il ouvre des négociations dans toutes les branches et entreprises, et augmente les salaires. Les richesses sont créées par le travail. Il est temps que celles et ceux qui les produisent en bénéficient !
- **Aux parlementaires :** qu'ils prennent leurs responsabilités et traduisent dans le budget les exigences portées par les mobilisations. Le débat budgétaire ne peut pas se tenir comme si le pays n'avait rien demandé.

Le mouvement social a ouvert une brèche. Il démontre notre force collective, notre capacité à faire bouger les lignes, l'ampleur des attentes et l'urgence de réponses.

Nous ne sommes pas là pour accompagner la colère, nous sommes là pour la transformer en victoire. Nous voulons faire reculer les politiques qui organisent les inégalités, conquérir des droits nouveaux et redonner au travail toute sa place dans les choix économiques et politiques.

La CGT doit continuer d'être à l'initiative, de rassembler, d'organiser les convergences et de construire le rapport de force. Nous devons aller chercher celles et ceux qui hésitent encore, renforcer nos syndicats et faire vivre la mobilisation dans chaque entreprise, chaque service, chaque territoire. Gouvernement et patronat voudraient tourner la page. C'est à nous de décider quand le mouvement social s'arrêter**a ! La suite dépend de notre capacité collective à faire grandir le rapport de force. Nous avons montré que nous pouvions nous faire entendre. Nous devons maintenant montrer que nous allons gagner !**